



**POSTAUX  
DE PARIS**



Permanence le Mardi  
de 14 h 30 à 17 h 30  
67 rue de Turbigo  
Pièce 204 - 2<sup>ème</sup> étage  
Tél. : 01 44 78 54 65

**JUIN 2011 - N° 30**

## Sommaire

- Salaires, retraites, rien ne vas plus !
- Pouvoir d'achat.
- Quelle retraite ?
- Chronique de petits énervements.
- Où va la MG ?
- La Commune de Paris en 1871.
- Réunion Syndiqués Retraités.

## **Salaires, retraites, rien ne va plus !**

**Les retraités de La Poste, comme tous les autres, prennent de plein fouet les augmentations successives de prix sur les denrées alimentaires, les transports, les loyers, etc..**

« *En 2011 la modération salariale est de mise* » titrait le journal financier « *Les Echos* ».

En 2010 la hausse moyenne du salaire réel n'a été que de 0,3%. Les salaires sont bloqués : le SMIC a été augmenté de 1,6% au 1<sup>er</sup> janvier 2011 + 22 euros bruts mensuels. 2,1 % pour les retraités au 1<sup>er</sup> Avril, dans le cas d'un de nos camarades, ça fait 29 € 20 de plus par mois!

Pour les dirigeants des grandes entreprises, eux pas question de modération !

Ils se sont partagé en 2010 une enveloppe de 98,3 millions d'euros. + 24% sur 2009.

Quant à elle, La Poste envisage de multiplier sa marge opérationnelle par 2,2 et d'augmenter son chiffre d'affaires de 7% à près de 22 milliards d'euros d'ici 2015. Dans le même temps elle se prépare à supprimer 50 000 emplois !

C'est donc bien du retour à la nation de La Poste, dont nous avons besoin, de sa renationalisation. Seul et véritable gage pour le service public.

Nous n'avons rien à attendre non plus du pacte de compétitivité concocté par Sarkozy et Merkel, ils ont le soutien du FMI et de la Banque mondiale, comme de la gauche sur ce sujet. Une machine de guerre contre les services publics, l'emploi, les salaires et les pensions des retraités de notre pays, comme de ceux d'Europe.

Tout est à nous, rien est à eux, disions dans les manifs voici quelques années, un mot d'ordre plus que jamais à l'ordre du jour!

**C'est par leur lutte, uniquement par leur lutte  
que les retraités et les salariés  
peuvent contraindre le patronat et le gouvernement  
à céder sur leurs revendications.**



Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications

**SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS** - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03

CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27 - site : [www.cgt-postaux.fr](http://www.cgt-postaux.fr) - e.mail : [cgt.postaux@wanadoo.fr](mailto:cgt.postaux@wanadoo.fr)

## Pouvoir d'achat : Etre présents et combatifs !

Suite aux campagnes d'explications de la CGT et aux luttes, l'enjeu du pouvoir d'achat revient sur le devant de la scène.

Tant mieux, le Président, des Ministres, des patrons sont obligés de passer du temps devant les micros. Tout est dit et son contraire.

Personne ne peut être dupe des annonces gouvernementales. Elles participent à une opération à deux coups. L'une pour tenter de faire oublier les promesses non tenues et les bourdes, conséquences de la crise sur le porte-monnaie des retraités. L'autre pour tenter d'opposer entre eux les salariés des grands groupes et des petites entreprises, ceux du privé et du public, les actifs et les retraités, afin d'essayer de diviser.

Dans le même temps, l'exigence d'augmenter les salaires et le montant des retraites est une réalité forte.

Pas besoin d'une grande démonstration pour mesurer que les 2,10 % au 1<sup>er</sup> Avril sont déjà mangés par les multiples hausses. Ce n'est pas du ressenti, c'est bien du réel !

Pour s'en sortir, il faut moins se chauffer, s'éclairer, s'alimenter, se déplacer, se soigner. Ce mal vivre est insupportable !!!

La crise a servi de pont d'or au système capitaliste et les états, dont la France, ont ouvert les vannes de l'argent public vers les banques et les grandes entreprises.



### Quelle retraite ?

La presse dégouline d'émotion.

Le 11 Mai, à l'occasion de l'Assemblée Générale des actionnaires, le Président de B.N.P. Paribas a annoncé son prochain départ en retraite.

Ce sera le 1<sup>er</sup> Décembre, il aura près de 70 ans.

Pas de retraite à 60 ans pour les prédateurs. Pas de soucis pour les fins de mois, Pébereau partira avec une retraite chapeau de 800 000 € par an soit plus de 66 666 € mensuel, après avoir empoché en moyenne 2,5 millions d'euros par an ces dernières années.

Après, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les retraites !

Méditez mes Camarades...

Dans ce tourbillon, les sociétés du CAC 40 ont réalisé 80 milliards de profit en 2010. Le PDG de Michelin s'est fait augmenter son salaire de 505 % : belle indexation...

En comparaison de l'aumône de 2,10 % pour les retraités, comment vivre alors que tout augmente ?

Les réformes de 1993 (*Balladur*), 2003 (*Fillon*), abaissent les droits des actifs et des retraités et contribuent à la dégradation des conditions de vie. C'est bien cela qu'il faut également réviser.

Les retraités doivent être de toutes les initiatives et luttes avec la CGT pour créer les conditions d'un rassemblement unitaire pour la satisfaction des revendications :

- 300 € d'acompte pour tous.
- Minimum de pension à 1 600 € mensuel.

**Camarades, sans attendre « le grand soir » on se rassemble, on discute, on lutte et on fait des adhésions à la CGT.**

## Chronique de petits énervements

Au maire d'un petit village du Cher qui se plaignait lors de la visite de Tzarkosy dans son département, de la désertification et de la dégradation des services publics (*8 jours pour la distribution d'une lettre*), Tzarkosy réplique : « *Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à les distribuer vous même* ».

C'est intelligent ça !

Au journal de TF1 un soir : « *Au Caire, le mouvement populaire à fait 100 morts* ». Bien sûr, c'est surtout pas la répression de Moubarak !

Informations : « *Les CRS sont en grève* », est-ce qu'on va leur envoyer les ouvriers !

Nous sommes tous sur le même bateau, oui, mais certains sont dans la soute, au charbon et d'autres au gouvernail... Et puis, il y a Fillon et Alliot-Marie qui eux sont dans l'avion de Ben Ali ; vous savez, celle qui était ministre des affaires étrangères...

Tzarkosy pratique la politique de la mafia : « *Vous êtes là bien tranquille, ça va à peu près bien, Tzarkosy arrive et il vous dit : « Me voilà, je viens vous protéger », et c'est maintenant qu'on commence à avoir peur* ».

Le ministre UMP Wauquiez, c'est le ministre de l'Industrie, il a trouvé pourquoi la France va mal : « *Un chômeur pauvre "gagne" autant qu'un smicard pauvre* ». Les patrons qui touchent mille fois le Smic par mois. « *Comment, ça existe, j'étais pas au courant* ».

« *Le capital mourrait si tous les matins, on ne graissait pas les rouages de ses machines avec de l'huile d'homme* » Jules Vallès.

Il faut démoraliser le capitalisme, Ben Ali, Moubarak, Laurent Gbagbo étaient membres de l'internationale socialiste... Et ça vous fait rire!

## Où va la MG ?

On cotise selon ses moyens et on perçoit selon ses besoins, c'est le principe de la Sécurité Sociale de 1945.

La MG s'éloigne à grand pas de ce principe fondateur, pour préférer la mise en place d'un système inégalitaire, plus proche des compagnies d'assurances privées que des besoins de ses adhérents, n'est-ce pas le constat que nous faisons dans les assemblées de sections ?

La MG présente dans son argumentaire, le déficit « *chronique* » de la Sécurité Sociale comme un mal dangereux pour les générations futures, reprenant les arguments éculés du Medef et du gouvernement qui sont les seuls responsables de ce déficit organisé avec les dégrèvements de cotisations à hauteur de 30 milliards d'€ cette année, bien supérieur au déficit lui-même, pour s'attaquer à la protection sociale.

La MG propose la mise en place d'un 4<sup>ème</sup> niveau, ainsi qu'un système particulièrement dangereux sur la cotisation de base, avec un arsenal de moyens coercitifs pour augmenter la cotisation des retraités, elle a recours à 3 moyens pour augmenter, le prévisionnel : +0.50% à 0.70% de 65 à 85 ans ! Le taux d'évolution de +2 % pour les mutualistes de plus de 29 ans à 60 ans et de + 3% pour ceux de plus de 60 ans à + 4.5% à 80 ans !

Mieux encore, le conseil d'administration demande « *une délégation de pouvoir* » pour mettre en place soit disant les augmentations qu'elle n'aurait pas prévu au moment de l'AG de juin en septembre ! De fait, c'est un moyen de contourner les décisions des assemblées générales ! Une façon comme une autre d'utiliser les pratiques contraires à la démocratie depuis des décennies!

La MG met en place une nouvelle organisation opérationnelle, la transformation des sections en agence, qui n'est pas prévu dans les textes ! Mais qui aura des conséquences sur l'accueil des mutualistes.

## La Commune de Paris en 1871.

La Commune de Paris a été une expérience d'une autre pratique municipale et de gestion des services publics. Le 18 Mars, Adolphe THIERS, Chef du pouvoir exécutif, donne l'ordre de faire enlever les canons qui se trouvent à Montmartre. La population s'y oppose et Thiers rejoint Versailles. Le comité central de la Garde Nationale fait procéder à des élections le 26 Mars et une Assemblée Communale : le Conseil Général de la Commune va prendre des mesures pour assurer le fonctionnement des services publics. Neuf commissions sont constituées et vont prendre des mesures très nombreuses :

- Remise des loyers impayés pendant le siège.
- Restitution gratuite des objets de faible valeur mis en gage au Mont de Piété.
- Abolition de la circonscription par tirage au sort et instauration du service militaire pour tous.
- Séparation de l'Eglise et de l'Etat.
- Laïcisation de l'Ecole.
- Education gratuite et obligatoire.
- Développement de l'enseignement pour les filles.
- Ouverture du Louvre et du Musée du Luxembourg.
- Obtention d'une avance de la Banque de France.
- Généralisation des associations ouvrières.
- Créations de coopératives ouvrières de production.
- Confiscation des ateliers abandonnés par les propriétaires en fuite.
- Interdiction du travail de nuit.
- Réorganisation du travail des femmes.

La France devrait former une fédération de communes libres. En 72 jours, les élus de la Commune ont réalisé une œuvre démocratique sociale culturelle humaniste. Mais, le 21 Mai, les Versaillais entrent dans Paris ; le 23 Mai, ils bombardent la capitale et allument le premier incendie aux Tuileries. La Semaine Sanglante provoque 20 000 victimes. Il y aura 40 000 arrestations et 3000 déportations en Nouvelle Calédonie. Près de 100 condamnés à mort après des procès très rapides. Il faut attendre 1880 pour qu'une loi d'amnistie rende justice aux condamnés qui avaient tenté d'installer un pouvoir pour le peuple.

**Réunion de Syndiqués  
Retraités de la CGT**

**Le Mardi 21 Juin à 14 H**

**au 67 rue de Turbigo - 75003 Paris**

**A l'ordre du jour :  
discussion du document FAPT  
pour le Congrès**

ont participé à la rédaction de ce journal :  
Eliane BOUILLET, Claude GRELLIER,  
Roger DOMARD et Roland DONNADIEU

